



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche
477, Bld de la Dollée
CS 6004
50001 Saint-lô Cedex

Saint-lô, le 21/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HELIOS

Zone Industrielle
Route de Carentan
50190 Périers

Références : 2025 - 604
Code AIOT : 0005303766

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement HELIOS implanté Zone Industrielle Route de Carentan 50190 Périers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection intervint dans le cadre du suivi de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HELIOS
- Zone Industrielle Route de Carentan 50190 Périers
- Code AIOT : 0005303766
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société HELIOS de Périers est spécialisée dans l'impression héliogravure et la transformation d'emballages souples, pour les secteurs de l'agroalimentaire, de l'hygiène corporelle, des cosmétiques et des produits ménagers.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modifications des installations	Code de l'environnement du 22/10/2025, article L181-14 et R181-46	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les modifications apportées aux installations début 2025 doivent être finalisées, pour permettre de vérifier le respect des dispositions techniques de l'arrêté ministériel du 3 février 2022, applicables aux installations classées relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3670 de la nomenclature des installations classées, comme HELIOS Périers.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/10/2025, article L181-14 et R181-46
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : L181-14 : Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. R.181-46 : II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Régulièrement autorisée par arrêté préfectoral de janvier 2014, compatible avec la directive européenne n° 2010/75 du 24 novembre 2010 dite « IED », en raison de sa soumission au régime de l'autorisation sous la rubrique 3670 de la nomenclature des installations classées, HELIOS Périers a porté à la connaissance de l'autorité administrative en décembre 2024 son intention de regrouper à court terme sur son site de Périers l'activité d'impression de ses 2 sites de la Manche.

Ce regroupement se traduit par le transfert d'une rotative et de l'oxydeur thermique de son autre site de Lessay, cet oxydeur étant le seul à pouvoir récupérer la chaleur, et donc à pouvoir respecter le ratio de performance environnementale lié à la consommation spécifique d'énergie, imposé par le point 1.5.1 de l'annexe à l'arrêté ministériel du 3 février 2022 applicables aux installations classées relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3670, comme HELIOS Périers.

Cette modification ne s'accompagne que d'une légère augmentation de la consommation de solvant de 1700 à 1825 Kg/j, soit 655 t/an au lieu de 610 t/an. Aucun des seuils de soumission au régime l'autorisation de la rubrique 3670 (soit 150 kg/h ou 200 t/an) n'est dépassé. Il n'y a donc pas lieu d'engager de nouvelle procédure d'autorisation avec évaluation environnementale.

Cependant, face aux difficultés liées à la conjoncture économique, et en particulier celle du département de la Manche :

- le transfert et l'installation de ses nouveaux équipements n'ont pu être réalisés aux dates prévues ;
- le système de récupération de chaleur du nouvel oxydeur n'est pas opérationnel ;
- les chaînes de production travaillent à un niveau très en deçà de leurs possibilités, rendant toute analyse de la qualité de leurs rejets atmosphériques, non représentative car sous estimée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard des constats présentés ci-dessus, il sera procédé ultérieurement à des modifications de l'arrêté préfectoral d'autorisation de la société HELIOS Périers, pour le mettre en accord avec les dispositions du susvisé arrêté ministériel du 3 février 2022.

Au préalable, HELIOS Périer devra informer l'inspection :

- de la date effective de mise en service complète de ses installations, en particulier de son nouvel oxydeur ;
- de la date à laquelle pourra être engagée la campagne de mesure de la qualité des rejets atmosphériques en sortie de celui-ci.

Les résultats de cette campagne de mesure seront transmis à l'inspection dès obtention, avec une estimation du ratio de performance environnementale/consommation spécifique d'énergie, dont il est question au paragraphe 2 ci-dessus.

En rappelant qu'au titre de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 :

- la consommation spécifique d'énergie est le rapport entre la consommation d'énergie et le taux d'activité ;
- la consommation d'énergie est la quantité totale de chaleur (générée par des sources d'énergie primaire) et d'électricité consommée par l'unité, telle que définie dans le plan d'efficacité énergétique exprimée en MWh/an ;
- le taux d'activité est la quantité totale de produits traitée par l'unité, ou le débit de cette unité, exprimé dans l'unité appropriée en fonction du secteur (kg/an, m²/an, ...) ;
- le plan d'efficacité énergétique est décrit au point 2.9.6 de l'annexe à cet arrêté de février 2022.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois